



La Commune



Etat d'urgence, crise du sommet et lutte de classes

La Commune

Pour un

Parti

des travailleurs

Née du putsch militaire d'Alger en 1958, la V^e République est aujourd'hui à l'agonie. Cette crise de régime plonge ses racines dans la lutte des classes. En cela, rien ni personne n'a pu empêcher que l'« Union nationale » décrétée après les attentats sanguinaires du 13 novembre ne se fracasse sur le mur des élections régionales et de l'abstention. Car la « grève du vote » qui a eu lieu est l'expression la plus aboutie du rapport étroit qui lie crise politique des sommets et lutte des classes. Chômage de masse, baisse des salaires et des pensions, liquidation de la Sécurité sociale, du Code du travail, des services publics, voilà les raisons qui expliquent l'impopularité record de Hollande et de Valls, voilà les causes de l'extrême faiblesse politique de ce pouvoir.

Régime à l'origine impure : rappelons, pour paraphraser Jaurès, que la Ve République porte en elle le coup d'Etat, comme la nuée porte l'orage. En ce sens, la faiblesse du pouvoir de Hollande-Valls se mesure à l'aune des mesures liberticides, antidémocratiques et anti-ouvrières qu'ils s'échinent à mettre en œuvre. Il en va ainsi de de l'état d'urgence - en vigueur jusqu'au 26 février - et de l'intégration au Code pénal de ses mesures répressives, ou de la déchéance de nationalité. Là où les gouvernements et partis politiques échouent, la Constitution réactionnaire de la Ve République joue le rôle de filet de protection des intérêts des capitalistes.

A ceux qui au PS osent émettre des réserves sur sa politique, Valls répond qu'ils s'égarent « *au nom de grandes valeurs* ». Pour Valls, « *la France est en péril de paix* ». Martine Aubry rétorque : « *Je défends des valeurs républicaines et de gauche : c'est le propre de la politique et j'en suis fière !* » Anne Hidalgo « *ne supporte plus les postures, parfois les impostures* » ; quant à l'ancien Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, il twitter : « *Si la France est en péril de paix, alors, ne la divisons pas davantage.* » La palme revient à Benoît Hamon, ex-ministre de l'Education : « *Commencer le quinquennat par la promesse du droit de vote aux étrangers lors des élections locales et le terminer sur la déchéance de nationalité des binationaux, une telle transhumance politique et intellectuelle déboussole.* »

En revanche, pour Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, le débat sur la déchéance de nationalité n'est pas « *indigne* » et, à l'instar de Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement, il estime que la déchéance pour tous (binationaux et mono-nationaux) « *est un élément dans le débat* ». La même position que celle de Christian Estrosi ou de Nathalie Kosciusko-Morizet pour Les

Républicains. Illustration de la profondeur de la crise, les députés du PS membres de la commission des lois¹ ont rejeté à une écrasante majorité, le 8 janvier, l'inscription de la déchéance de nationalité dans le projet de réforme constitutionnelle. Une claque infligée à Hollande et Valls. Ce camouflet contient, tout autant, une indication sérieuse : le PS est entré dans un processus d'implosion.

L'état d'urgence est le carcan institutionnel, répressif et réactionnaire dans lequel Hollande-Valls tentent d'étouffer la lutte des classes. Il est également le moyen par lequel ils pensent imposer la liquidation du Code du travail. « *Le chômage reste ma première priorité* » a assuré Hollande lors des traditionnels vœux du 31 décembre. Les 6,5 millions de chômeurs ont dû bondir de leur chaise !

La défense des intérêts de la classe ouvrière se concentre, dans le moment présent, sur cette exigence : levée immédiate de l'état d'urgence !

Wladimir Susanj, 9 janvier 2016

¹ http://www.lepoint.fr/politique/emmanuel-berretta/decheance-de-la-nationalite-hollande-subit-un-premier-camouflet-a-l-assemblee-08-01-2016-2008254_1897.php

Modifié le lundi 11 janvier 2016

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
